



La Soupe **AUX PILULES**

Des nouvelles du Collectif pour un Québec sans pauvreté

23 mai 2006

Numéro 227 - Édition spéciale

Par l'équipe du Collectif

La gratuité des médicaments prescrits pour les personnes en situation de pauvreté


C'est urgent !

Bonjour tout le monde ! Ça ne peut plus durer. Il faut régler la question de l'accès gratuit aux médicaments prescrits pour les personnes les plus pauvres. Avec 12 000 \$ ou moins de revenu annuel, une personne est en déficit humain. Elle n'est pas en mesure de payer la franchise mensuelle de 16,67\$ pour les médicaments qui lui sont prescrits. À l'aide sociale ou au salaire minimum, son pouvoir d'achat se détériore d'année en année. Le gouvernement cause lui-même une partie de cette détérioration en indexant insuffisamment une partie des prestations de même que le salaire minimum. Une personne ne devrait pas avoir à choisir entre se nourrir, se loger et se soigner. C'est ce qui arrive quand on est forcé de vivre à cœur d'année dans le rouge. Être pauvre, ça rend malade. Vivre l'injustice, aussi.

Alors nous vous invitons à participer à une mobilisation de deux semaines en vue de faire savoir au ministre de la Santé et des Services sociaux du Québec, Philippe Couillard, le degré de priorité et d'urgence que vous accordez à cette mesure.

Il faudrait dans les 60 M\$ pour établir la gratuité des médicaments prescrits pour l'ensemble des personnes dont le revenu annuel est de 12 000 \$ et moins. Il en coûte certainement plus dans l'océan des coûts de santé de ne pas le faire. Il faudrait 17 M\$ pour la rétablir pour les prestataires de l'aide sociale jugés sans contraintes sévères à l'emploi, qui l'ont perdue en 1997 à l'instauration de l'assurance-médicaments. Jean Charest s'y est engagé formellement. L'opposition, qui formait le gouvernement de l'époque, a regretté publiquement cette décision qui a nui à la santé de centaines de milliers de personnes depuis.

Comme c'est le 1er juillet que se font les ajustements au régime d'assurance-médicaments, nous écrivons aujourd'hui au ministre Couillard pour le prévenir que nous allons venir chercher une réponse le 5 juin prochain (voir ci-dessous et en page 2). De votre côté, vous pouvez participer en l'interpellant d'ici là par courriel ou télécopieur, ou par le moyen qui vous conviendra (voir en page 2). À vous de sensibiliser votre milieu. À chaque jour d'ici le 5 juin, nous publierons un numéro spécial de la Soupe... aux pilules avec un décompte et diverses informations. On compte sur vous !

À demain, le Collectif 

Le 5 juin 2006 prochain, une délégation du Collectif ira récupérer les 909 bouteilles de médicaments remises au Ministre de la Santé et des Services sociaux un an plus tôt et demandera une réponse claire à une question claire : le 1^{er} juillet 2006, le gouvernement donnera-t-il enfin la gratuité des médicaments prescrits à l'ensemble des personnes ayant 12 000\$ ou moins de revenus au Québec ? Le ministre est prévenu aujourd'hui. La question est en attente depuis des années. C'est devenu une urgence. À lui de répondre.



Collectif pour un Québec sans pauvreté

165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9

Téléphone: (418) 525-0040/ Télécopieur: (418) 525-0740

www.pauvrete.qc.ca



Du 23 mai au 5 juin

Publication quotidienne d'une édition spéciale de la *Soupe... aux pilules* rappelant la demande, décomptant les jours et vous invitant à :

1. envoyer une télécopie ou un courriel au ministre, si possible quotidiennement (voir le modèle annexé à ce bulletin spécial),

2. faire des démarches en appui qui conviendront selon les situations et les groupes (lettre au ministre, appel à un geste de professionnelLes de la santé du milieu, communiqués, lettres dans les journaux, actions chez les députéEs). Nous pourrions faire connaître dans la *Soupe* les démarches que vous entreprendrez. À vous d'imaginer votre contribution !

Le 5 juin

Avec les groupes du collectif régional de Québec, nous formerons une délégation qui se présentera chez le ministre pour aller chercher la réponse. Nous vous donnerons plus d'information dans quelques jours sur cette action si vous voulez en être.

Après le 5 juin

Dans le cas infâme d'une réponse négative ou incomplète, il y aura poursuite de l'action par une redistribution des bouteilles récupérées aux groupes de notre réseau qui le désireront. Les groupes auront toute latitude pour utiliser ce matériel dans des actions continuant à faire les pressions nécessaires.

Voilà. Comme vous voyez votre participation peut se moduler selon votre capacité. C'est donc un rendez-vous pour une solidarité en action.

Vous trouverez sur notre site Internet, dans un dossier qui les regroupe, l'ensemble de nos interventions depuis plusieurs mois sur la gratuité des médicaments. Vous y trouverez des argumentaires, un mémoire, une narration de l'action «des bouteilles» du 6 juin 2005, une lettre signée l'an dernier par une centaine de professionnelLes de la santé.

La lettre envoyée aujourd'hui au ministre

Monsieur Philippe Couillard
Ministre de la Santé et des Services sociaux



Québec, le 23 mai 2006

Monsieur le ministre,

Il y aura bientôt un an que nous sommes venuEs apporter à votre bureau une grande quantité de bouteilles de médicaments, 909 en tout, accompagnées de prescriptions pour soigner les préjugés du gouvernement envers les plus pauvres, ainsi qu'une lettre signée par une centaine d'intervenantEs provenant de secteurs divers du milieu de la santé et des services sociaux. La demande était simple : **il faut accorder l'accès gratuit aux médicaments prescrits pour l'ensemble des personnes dont les revenus annuels sont de 12 000 \$ et moins.**

Nous avons eu l'occasion de vous expliquer en détail pourquoi lors de notre présentation en commission parlementaire sur la Politique du médicament, en août 2005, et plus récemment, lors d'un rendez-vous avec vous le 20 mars dernier.

Le budget 2006-2007 déposé le 23 mars dernier ne comprenait aucune annonce à ce sujet, même si le coût raisonnable de cette mesure est bien moindre que celui de ne pas le faire. Au cours de la dernière année, le pouvoir d'achat des plus pauvres a encore diminué, en raison notamment d'une indexation seulement partielle des prestations à l'aide sociale et du salaire minimum. La date du 1^{er} juillet, moment des ajustements annuels à l'assurance médicaments, arrive à grands pas. Cela ne peut plus durer.

Alors nous vous annonçons par la présente que nous attendons une réponse positive de votre part en vue du premier juillet 2006 et que nous viendrons chercher cette réponse le 5 juin prochain à votre bureau de Québec. Nous récupérerons par la même occasion les 909 bouteilles de médicaments, que vous vous étiez engagé à nous remettre, ainsi que les prescriptions qui les accompagnaient. En espérant ne pas avoir à les refaire transiter par d'autres qui comprendraient mieux ce problème. En bas de 12 000 \$ par année, une personne est à coup sûr en déficit humain. Garantir l'accès aux médicaments prescrits dans ces cas est une question de simple bon sens. Pour les personnes à l'aide sociale qui ont 6 500 \$ par année pour vivre, c'est carrément une question de droits perdus à l'arrivée de l'assurance médicaments en 1997, une injustice qui dure depuis neuf ans. Sa réparation fait l'objet d'une promesse formelle du premier ministre. Chose promise, chose due.

Bien à vous et à très bientôt,

Vivian Labrie, pour le Collectif pour un Québec sans pauvreté



Collectif pour un Québec sans pauvreté
165 de Carillon, local 309, Québec, Qc, G1K 9E9
Téléphone: (418) 525-0040/ Télécopieur: (418) 525-0740

www.pauvrete.qc.ca

Télécopie ou courriel

La gratuité, une urgence !

Monsieur Philippe Couillard
Ministre de la Santé et des Services sociaux

Édifice Catherine-de-Longpré
1075, chemin Sainte-Foy, 15e étage
Québec G1S 2M1

Téléphone : (418) 266-7171
Télécopieur : (418) 266-7197
ministre@msss.gouv.qc.ca



Plus que jours d'ici le 5 juin 2006
pour donner votre réponse

Québec, le 2006

Monsieur le ministre,

Nous nous joignons au Collectif pour un Québec sans pauvreté pour vous demander d'accorder dès le 1^{er} juillet 2006 l'accès gratuit aux médicaments prescrits à l'ensemble des Québécois et Québécoises dont le revenu annuel est de 12 000 \$ ou moins.

En bas de ce revenu, on est dans le rouge. On n'a pas ce qu'il faut pour le coût des médicaments. On est en déficit humain. On se rend malade.

Vous l'avez fait, bravo, pour les personnes âgées qui ont le supplément de revenu garanti, soit un revenu annuel d'un peu plus de 12 000 \$. Il faut maintenant le faire pour tous ceux et celles qui ont moins, incluant les personnes à l'aide sociale qui ont deux fois moins et à qui ça a été formellement promis.

Le *Rapport national sur l'état de santé de la population du Québec* redit que les conditions socioéconomiques sont un déterminant principal de la santé et que la responsabilité collective est engagée face à l'amélioration du revenu et des conditions de vie des personnes en situation de pauvreté. Il rappelle aussi que les sociétés plus égalitaires sont en meilleure santé.

Votre responsabilité comme ministre est engagée au titre de la *Loi visant à lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale*. C'est votre devoir d'assurer l'égalité en droits. Le Collectif viendra chercher votre réponse le 5 juin prochain. Nous l'attendrons. Une seule réponse : **Régler ça sans plus attendre !**

Nom :

Groupe :

Coordonnées :



Avec copie au :

Collectif pour un Québec sans pauvreté. 165 de Carillon, local 309, Québec (Québec), G1K 9E9.

Téléphone : (418) 525-0040.

Télécopieur : (418) 525-0740.

Courrier électronique : collectif@pauvrete.qc.ca

Site Internet : www.pauvrete.qc.ca